

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'essayerai de poser une autre question—voilà environ huit ans que j'observe ce genre de réaction chez le premier ministre. Le premier ministre juge-t-il déplacé qu'on lui demande ce que le gouvernement fédéral compte faire pour essayer d'endiguer la propagande faite par M. Lévesque à New York, dans le but d'informer les citoyens? Trouve-t-il qu'il est déplacé de lui demander à la Chambre quelles mesures le gouvernement compte prendre pour enrayer le travail de sape découlant de ce discours? On a posé là au premier ministre des questions toutes simples.

M. Trudeau: A questions toutes simples, réponses toutes simples, monsieur l'Orateur. Il se peut que la Chambre et l'opposition n'approuvent pas mes réponses mais en toute honnêteté, je répète que nous nous efforçons d'enrayer la propagande séparatiste au Québec depuis belle lurette. La question prend maintenant une tournure urgente à cause de la dernière élection, mais il y a bien plus que deux mois que nous nous rendons compte du danger du séparatisme, monsieur l'Orateur.

• (1420)

M. Paproski: Il y a six mois, vous avez dit que le séparatisme était mort.

M. Nowlan: Qu'est-ce que c'est alors, une résurrection?

M. Hees: Vous devriez lui souffler les mots, Marc, il est en train de s'enfermer.

M. Trudeau: A voir la nervosité de l'opposition, monsieur l'Orateur, on dirait qu'ils ne se sont aperçus de ce danger qu'hier soir.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je suis heureux que le discours du premier ministre du Québec ait fait prendre conscience à tous les Canadiens que nous faisons face à un certain danger. Il y a seulement six mois, je parlais d'une crise mais je me suis fait proprement hué par l'opposition. Je parlais d'une crise parce qu'un grand nombre de gens puissants ne prenaient pas au sérieux la politique des langues officielles du gouvernement. Je ne peux donc, aujourd'hui, simplement à cause de l'événement d'hier soir, m'imprégner d'une nouvelle ferveur et dire que nous allons nous lancer dans toutes sortes de nouveaux projets.

M. Paproski: C'est une chose que vous n'avez pas faite depuis des années.

M. Trudeau: Nous allons continuer de lutter pour l'unité canadienne.

Des voix: Bravo!

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Je voudrais lui rappeler que c'est lui qui, il y a six mois, a déclaré que le séparatisme était mort.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Pour ce qui est de sa politique dans ce domaine—et c'est un point que j'aimerais voir éclaircir—lorsqu'il a répondu à deux députés de l'opposition officielle, il a parlé d'une politique du gouvernement fédéral; le premier

Questions orales

ministre pourrait-il nous dire exactement à quoi il faisait allusion, pour que la Chambre et les Canadiens comprennent bien dans quelle voie il s'oriente. Veut-il dire que la loi sur les Langues officielles constitue la seule assise de la stratégie du parti libéral face à ce problème? Car il n'a parlé que de cela aujourd'hui. Je pose la question au premier ministre car, sans parler des difficultés que cette loi a suscitées dans tout le pays, même si tous les partis l'avaient approuvée, ce qui est bien plus important c'est que les Québécois s'en désintéressent complètement. Le premier ministre veut-il nous faire croire qu'il va réussir à garder le Québec dans la Confédération avec une politique dont les Québécois se moquent éperdument?

M. Trudeau: Ça alors, monsieur l'Orateur, je trouve que c'est un peu fort de dire que les Québécois s'en moquent éperdument, alors qu'on en a énormément parlé au Québec avant, pendant et après les élections, aussi bien chez les séparatistes que chez les non-séparatistes, qui déploraient que la loi sur les Langues officielles n'ait pas eu les résultats escomptés, en particulier dans l'affaire des contrôleurs aériens et des pilotes. Manifestement, ils avaient cru que cette loi allait donner des résultats; qu'elle amènerait une solution acceptable. Ils en attendaient plus qu'elle n'a effectivement apporté. A mon avis, cela prouve, monsieur l'Orateur, que c'est une question qui intéresse beaucoup les Québécois.

Pour ce qui est du préambule à la question, tout ce que j'ai dit—et je le répète, persuadé que tous ceux qui ont suivi les dernières élections au Québec seront d'accord—c'est que lorsqu'un parti séparatiste doit dire qu'il veut se faire élire non sous l'étiquette séparatiste mais sous celle d'une administration saine, c'est la preuve que le parti en question ne croit pas lui-même que le séparatisme a la faveur des électeurs québécois.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: C'est ce que je voulais dire, monsieur l'Orateur, et je persiste à croire que le Parti Québécois devait dissimuler le fait qu'il était séparatiste afin de recueillir assez de voix pour être porté au pouvoir dans la province de Québec. Cela confirme mon opinion que le séparatisme n'a pas été voulu par la population du Québec.

On se trouve confronté à plus grand danger maintenant, car, ayant été élu en promettant d'assurer un bon gouvernement, il est évident que M. Lévesque et son parti oublient qu'ils n'ont pas de mandat pour réaliser la séparation. M. Lévesque n'a apparemment pas parlé de grand-chose d'autre hier soir à New York. Il a énuméré les objectifs que son gouvernement se proposait de réaliser, dont aucun n'exige de modifier la constitution; c'est-à-dire assurer un bon gouvernement, établir des priorités, économiser, instaurer un meilleur système de sécurité sociale, nationaliser le secteur de l'amiante—autant d'objectifs donc qui n'exigent pas la séparation. Il continue de faire la preuve que la population du Québec ne croit pas en la séparation, mais les Québécois vont commencer à y croire, monsieur l'Orateur, si le reste du pays ne comprend pas les conditions auxquelles le Québec demeurera dans la Confédération, et il s'agit des conditions que notre gouvernement préconise et s'efforce de respecter depuis un an.